Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 MAI 1885.

REVISION DU TARIF DOUANIER.

(Pétition de l'Union syndicale de Bruxelles, présentée le 14 avril 1885.)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DE L'INDUSTRIE (1), PAR M. TH. JANSSENS.

MESSIEURS,

L'Union syndicale de Bruxelles a publié un rapport fait pour l'année 1884 par le groupe du vêtement. Elle en a adressé un exemplaire à tous les membres de la Chambre et un exemplaire a été remis au bureau comme pétition. La Chambre l'a fait renvoyer à la commission de l'industrie; celle-ci n'a pas cru devoir se livrer à un examen approfondi de toutes les questions que la brochure soulève. Un pareil travail eût exigé une enquête assez étendue, qui, pour bien des points n'eût pu aboutir à un résultat pratique tant que des conventions internationales nous obligent de maintenir des tarifications qu'on nous demande de relever.

Le mois dernier, l'Union syndicale de Bruxelles adressa à la Chambre une requête demandant l'examen des réclamations contenues dans le rapport susmentionné. Nous venons satisfaire à ce désir.

Pas n'est besoin de vous donner un exposé détaillé des questions que la brochure discute ni des arguments qu'elle contient. Chacun de vous, Messieurs, l'a sous la main et pourra facilement prendre connaissance de son texte.

(1) La commission est composée de MM. JANSSENS, président; MEEUS, DE HEMPTINNE, GILLIEUX, BECKMAN, DUMONT, SYSTERMANS, DE BRUYN et DE LAET.

L'auteur du rapport commence par exposer de quelle manière a été organisée l'enquête à laquelle s'est livré le groupe du vêtement. Elle concerne neuf industries, ainsi désignées :

- 1° Lingerie ;
- 2° Bonneterie ;
- 3° Rubannerie, tulles, blondes ;
- 4° Mercerie, boutons, quincaillerie ;
- 5° Corsets ;
- 6° Tresses et lacets ;
- 7° Chapellerie ;
- 8° Confections ;
- 9° Fleurs.

La fabrication des tissus ne se trouve pas classée dans le groupe du vêtement ; elle forme un groupe spécial, qui n'a point, pensons-nous, présenté de rapport cette année. Du reste, l'importante industrie du tissage a fait connaître plus d'une fois ses désirs à la Chambre. Ce qu'elle demande c'est la libre entrée des fils de coton, et cette demande se trouve appuyée avec énergie par la Chambre syndicale dans son travail que nous avons sous les yeux. Elle en a fait l'an dernier le sujet de deux pétitions spéciales distribuées à tous les membres de la Chambre et portant les dates du 7 mai et du 6 novembre.

Un membre de la commission fait remarquer que tout récemment des industriels ont demandé le *statu quo*.

Il sera parlé de ceci très prochainement quand la commission rendra compte des différentes pétitions touchant cette question et soumises actuellement à son examen.

Le rapporteur expose avec complaisance des vues très larges en matière de liberté commerciale et se félicite de les voir partagées par tout le groupe. Il semble n'admettre les droits de douane que pour satisfaire à des nécessités fiscales. C'est aller bien loin. Cependant, nous verrons qu'il demande l'augmentation de certaines taxes non comme ressource financière, mais comme mesure de protection.

Comme les pétitionnaires reconnaissent qu'on ne peut abolir les droits de douane et ne veulent, disent-ils, que les régulariser, ils recherchent avant tout quelle est la meilleure base de ces droits. Ils se prononcent en faveur des droits spécifiques, et la raison qu'ils en donnent, c'est que ces droits se prêtent moins à la fraude et qu'ils donnent moins de besogne à la douane.

Certes le tarif spécifique est plus facile à appliquer, mais il est infiniment plus difficile à faire. Pour certains articles, c'est impossible, les pétitionnaires le reconnaissent. Pour un grand nombre quelle que soit la complication des catégories établies, on n'arrive pas à un résultat rationnel, à déterminer des droits spécifiques qui soient dans un rapport à peu près constant avec la valeur des marchandises. Le fussent-ils au moment où le tarif est décrété,

ces droits ne restent pas proportionnels parce qu'ils ne suivent pas les fluctuations de la valeur des choses.

Ces droits prêtent moins à de fausses déclarations, c'est vrai ; mais comme il est impossible qu'un tarif spécifique atteigne dans une mesure égale tous les produits d'un même genre, ce sont ceux qui sont le moins frappés qui sont introduits de préférence. Il en résulte que les droits, qu'on les considère comme fiseaux ou comme protecteurs, donnent moins de résultat que la moyenne qu'on avait prévue. Bientôt les producteurs étrangers trouvent à combiner leur fabrication de telle sorte qu'ils profitent mieux des imperfections inévitables du tarif spécifique, et alors l'inconvénient que nous venons de signaler devient plus sensible. Nous n'entendons pas nier qu'on ne puisse à l'occasion étendre utilement la tarification spécifique ; mais les objections présentées plus haut nous font croire que l'opinion émise par l'Union syndicale est trop absolue.

De plus, une réforme dans le sens indiqué ne saurait être faite avant l'expiration des conventions internationales qui fixent notre tarif. D'ici là, des modifications ne seraient admises par nos cocontractants que si elles constituent un dégrèvement évident ; hors de là, l'importateur reste libre de choisir entre la tarification contractuelle et celle qui est nouvellement, non pas imposée, mais offerte.

Cette considération nous dispense d'examiner cette question plus à fond pour le moment.

Il en est de même jusqu'à un certain point des observations que l'auteur fait valoir quant à la manière de terminer les contestations qui surgissent entre la douane et les importateurs sur la valeur des marchandises.

D'après l'article 15 du traité avec la France, lorsque la douane belge juge la déclaration insuffisante elle a le droit de retenir la marchandise en payant à l'importateur la valeur déclarée augmentée de 10 p. %.

Nous ne pouvons abroger cette stipulation ; mais le Gouvernement y a apporté un tempérament par l'arrêté royal du 15 mai 1882, qui laisse à l'importateur le choix entre l'application pure et simple de l'article 15 du traité ou le recours à une expertise d'après les règles établies par l'arrêté royal du 16 août 1865. Si l'importateur demande l'expertise, la préemption ne peut être faite que si l'expertise attribue à la marchandise une valeur supérieure au moins de 5 p. % à la valeur déclarée.

Il est à remarquer que bien nombre d'importateurs s'en rapportent simplement à l'application de l'article 15 du traité.

L'auteur du rapport s'élève fortement contre la préemption. Il prouve par un exemple frappant combien elle peut être onéreuse pour l'importateur. Mais n'a-t-il pas trop oublié que cette mesure offre des garanties non seulement au fisc contre les déclarations trop basses faites par le commerce, mais aussi à celui-ci contre les prétentions exagérées de la douane. N'avons-nous pas vu l'administration française, avant la mise en vigueur du tarif spécifique, refuser comme insuffisantes des déclarations faites à un taux

auquel l'importateur eût volontiers accepté la préemption, et celui-ci être condamné à des amendes après expertise.

La manière d'organiser des expertises est l'objet d'une proposition préconisée par le rapport et qui peut offrir certains avantages; mais elle présente l'inconvénient inadmissible de concentrer à Bruxelles toutes les expertises à faire dans le pays.

Nous arrivons à l'examen des vœux émis au nom de chacune des industries dont la brochure s'occupe spécialement.

1° *Lingerie et cravates.* Le rapporteur reproduit une réclamation, qui fut déjà portée devant la Chambre et qui fut notamment appuyée par un rapport de la commission de l'industrie. (N° 95, session 1879-1880.)

La lingerie confectionnée à l'étranger entre en Belgique moyennant un droit de 10 p. % à la valeur, tandis que les tissus servant à faire ces confections sont soumis à des droits sensiblement plus élevés. Cette objection contre le tarif en vigueur est très fondée et nous recommandons à la sérieuse attention du Gouvernement et de la Législature ce que disent à ce sujet le rapport et les annexes. On y verra que notre tarif de douane établit une véritable prime contre la main-d'œuvre belge. Il importe de mettre un terme à cette anomalie et on le peut en réduisant à un taux plus modéré la taxe sur certains tissus de coton.

Les défenseurs demandent aussi qu'on réduise le droit sur les tissus soie et coton, coton dominant. Ces tissus, disent-ils, payaient autrefois un droit spécifique de 3 francs le kilogramme, ce qui revenait à 5 p. %, tandis qu'ils sont aujourd'hui taxés de 10 p. % à la valeur. Nous appelons sur cette demande l'attention de M. le Ministre des Finances.

2° *Bonneterie.* Les produits allemands et français, dit le rapport, envahissent notre marché. Il demande que le droit protecteur soit élevé de 10 à 15 p. %. Les traités font obstacle à ce vœu. Une autre demande, à laquelle nous pouvons faire droit, se produit au nom de la même industrie par une pétition datée de Tournai, de Leuze et de Péruwelz. Elle tend à obtenir la libre entrée des fils de coton. Nous aurons à nous en occuper bientôt.

3° *Rubanneries, blondes, tulles.* Une objection est faite au sujet du classement de certaines qualités de rubans de velours. Nous en recommandons l'examen à M. le Ministre des Finances.

Pour les tulles et imitations de dentelle de soie, le rapporteur recommande de changer en droit spécifique la taxe de 5 p. % *ad valorem* existant actuellement.

Nous ne pensons pas que la modification demandée offre un bien grand intérêt; d'un autre côté elle prête aux objections que nous avons fait connaître.

4° *Mercerie, quincaillerie.* Sous cette rubrique, le rapport s'occupe surtout de la tarification des boutons, et conclut à la substitution du droit spécifique au droit de 10 p. % à la valeur.

La réponse que nous avons faite plus haut nous semble encore complètement applicable ici.

5° *Corsets.* L'auteur fait, au sujet de la tarification des tissus de coton, des observations analogues à celles qui ont déjà été faites à l'occasion de la lingerie et qui reviennent plus loin à propos des fleurs artificielles. Une révision de ce tarif pourrait donner satisfaction à bien des griefs sans compromettre les intérêts de l'industrie cotonnière.

Les fabricants de corsets demandent que les produits étrangers soient imposés au poids et non à la valeur. Nous avons fait remarquer qu'en présence des engagements pris vis-à-vis de l'étranger, la substitution ne serait admise que s'il y a diminution sensible du droit. Ce n'est pas ce que les pétitionnaires ont en vue.

Ils demandent ensuite une diminution de moitié des droits qui frappent les accessoires tels que buses, ressorts, œillets, etc.

A première vue, nous ne voyons pas d'inconvénient grave à donner satisfaction à ce vœu, que nous signalons à M. le Ministre des Finances.

6° *Tresses et lacets.* Cette industrie demande uniquement la libre entrée des fils de laine. Nous pensons qu'on doit l'accorder.

7° *Chapellerie.* Ici se reproduit la demande d'une tarification nouvelle. C'est le nombre qu'on propose de prendre pour base. Nous devons rappeler la question préalable que nous avons déjà opposée aux demandes analogues. De plus, il nous semble bien difficile d'admettre que le tarif proposé atteigne d'une manière à peu près proportionnelle les différents produits auxquels elle s'applique.

8° *Vêtements confectionnés.* La Société des maîtres tailleurs demande que la Belgique applique le tarif français à l'entrée des draps. Même réponse que ci-dessus.

Cette Société se rallie à la demande faite, au nom de la lingerie, quant à l'importation des tissus de soie et coton.

Enfin elle exprime le vœu de voir créer, avec le concours de l'État, dans quelques grandes villes du pays, des écoles professionnelles de confection. C'est évidemment pousser trop loin le désir de l'intervention officielle. On conçoit que l'État encourage et soutienne l'enseignement général, notamment celui du dessin, qui est d'une grande importance pour la spécialité qui nous occupe; mais que le Gouvernement intervienne dans la création et l'entretien d'un enseignement professionnel pour chaque branche de travail, c'est une demande que la commission ne peut aucunement appuyer.

9° *Fleurs artificielles et plumes*. Les vœux manifestés au nom de cette industrie et pouvant recevoir satisfaction peuvent se résumer ainsi : diminution du droit : 1° sur les tissus de coton spécialement destinés à la confection des fleurs ; 2° sur les accessoires qui servent à cette fabrication, tels que pistils, fils apprêtés, bruyères, etc.

Il serait fait droit à cette première demande par une révision du tarif. Personne ne conteste, pensons-nous, que certains tissus de coton, surtout les tissus fins, ne soient trop imposés.

Quant à la seconde, il nous semble que les articles accessoires en question ne formant pas l'objet d'une fabrication spéciale dans le pays, peuvent sans inconvénient être admis à un taux réduit.

En résumé, Messieurs, la brochure que vous avez renvoyée à notre examen expose plusieurs demandes auxquelles il n'est pas possible de donner suite en ce moment et d'autres auxquelles on peut donner satisfaction. Les plus importantes parmi celles-ci ont déjà fait l'objet des recommandations de la majorité de notre commission.

Le travail contient de nombreux renseignements auxquels on pourra recourir avec fruit. Il concerne des industries dignes d'intérêt par le développement qu'elles ont déjà pris, par celui qu'elles sont appelées à acquérir dans l'avenir et par le nombre de bras qu'elles occupent.

La commission de l'industrie vous propose de le signaler à l'attention de M. le Ministre des Finances.

Le Président-Rapporteur,

TH. JANSSENS.